



Pourquoi nous ne participerons pas le 24 novembre à l'appel des Maires du territoire de l'hôpital de Juvisy

Depuis quelques temps, une forme de schizophrénie doublée d'amnésie semble s'emparer des élus des territoires essonniers.

Un peu partout, nous voyons naître des collectifs de défense des services publics, que ce soit pour les transports (lignes D, C, Plateau de Saclay), pour la défense de La Poste, ou plus récemment donc pour la sauvegarde des urgences de l'hôpital de Juvisy. Collectifs à l'initiative des maires de ces territoires.

S'agit-il là de leur part d'une grave pathologie psy ou plus simplement d'une forme de malhonnêteté intellectuelle et opportunisme électoral ?

Pour rappel, ces élus (ou ceux d'avant) appartiennent tous à des formations politiques qui ont soutenu et porté, ou soutiennent encore nationalement les politiques d'austérité et de privatisation de ces services publics.

De M. Evin, en passant par Mmes Bachelot, Touraine et aujourd'hui Mme Buzyn, depuis des années les mêmes politiques de restrictions budgétaires au nom de la réduction des dépenses de l'état, de privatisations orchestrées au nom de la libre concurrence nous conduisent dans le mur, avec les conséquences connues et que subissent de plein fouet les personnels et agents de ces services publics.

Conséquences sur la santé de ces agents et sur celle des patients et usagers que nous sommes.

Depuis des années, nous combattons ces politiques sans aucun soutien de leur part ou pire, en réponse à nos revendications, fin de non recevoir, répressions et de nous considérer comme les défaitistes du moment.

Et donc maintenant, de voir fleurir banderoles, affiches, collectifs organisés par les mêmes responsables de cette casse, (campagne engagée avec le même argent public qui manque aujourd'hui pour les associations, l'aide et que l'on refuse par ailleurs) ne peut que conforter notre colère et renforcer notre détermination à construire cette révolte sociale si nécessaire en réponse aux attaques et casses de nos services publics.

Ils feraient bien de s'enquérir auprès des salariés ou de leurs représentants, ne demander que de maintenir les urgences sans services et permanences médicales est une ineptie !

OUI NOUS PENSONS QUE D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES et surtout nécessaires ! La première responsabilité d'un Etat est de prendre soin de ses citoyens et surtout des plus défavorisés.

Pour notre part, nous continuerons d'exiger le maintien et le développement des trois hôpitaux (Juvisy, Longjumeau, Orsay).

Nous demandons que soit ouverte une concertation départementale sur l'implantation de centres municipaux de santé, ainsi permettre l'accès aux soins de base au plus grand nombre.

Pour tous les combats que nous engageons, comme pour le maintien et le développement de la crèche de l'établissement public de Perray Vaucuse à Sainte Geneviève des Bois, nous sommes prêts à travailler avec tous ceux qui comme nous partagent l'idée de la solidarité et le principe de la juste répartition des richesses (je donne en fonction de mes moyens, je reçois en fonction de mes besoins) que représente et doit apporter le service public.

Evry, le 21 novembre 2017